



LA COUPE EST PLEINE !

MOBILISEZ AVEC NOUS POUR LA GRÈVE DU 24 JUIN

La politique antisociale du gouvernement Michel Une passe plus. Un groupe professionnel après l'autre monte aux barricades. Gâter les riches en plumant les travailleurs, les chômeurs, les pensionnés et les invalides, voilà la base de sa politique. Michel & Co perdent en légitimité et le climat social pour se débarrasser de ce gouvernement se développe.

Au plus tard le 24 juin, tous les secteurs, public et privé, feront grève ensemble à l'initiative de la FGTB et de quelques centrales CSC. Notons aussi le 29 septembre. Nous manifesterons alors massivement à Bruxelles en préparation à la grève générale du 7 octobre en front commun syndical. Cela offrira la possibilité aux secteurs qui sont encore un peu en retrait de se joindre au mouvement, mais cela ne doit pas être non plus l'occasion de contrôler de manière stricte un élargissement spontané du mouvement à la base.

Des investissements ? 62 milliards au Luxembourg !

Le gouvernement, le front des patrons, les grands groupes de presse et les institutions internationales continuent à marteler que les économies sont nécessaires pour restaurer la compétitivité des entreprises. En même temps, ces mêmes entreprises sont pillées par des managers grassement payés et des actionnaires cupides. Investir ? A la suite de Luxleaks, de Swissleaks et des Panama-papers, il apparaît maintenant au grand jour qu'en 2014, les entreprises belges ont transféré 62 milliards d'euros au Luxembourg. C'est presque l'entièreté du budget de la sécurité sociale!

Le fils à papa De Croo veut répéter à la SNCB ce qu'il s'est passé avec Belgacom et bpost. La privatisation a été un succès pour les actionnaires et la direction, mais pas pour le personnel qui a fortement été réduit, les conditions de travail et la qualité du service. De Croo a-t-il pris la peine de compter le nombre de burn outs et de dépressions ? Depuis géoroute, le postier a-t-il encore

l'occasion de sonner chez des personnes âgées pour voir si elles ont besoin d'aide ? Attend-il un peu quand il livre un colis ou un envoi recommandé ou retrouvez-vous simplement un avis de passage dans la boîte ? Votre liaison téléphonique se coupe-t-elle régulièrement comme cela a récemment été le cas chez Telenet ? Et votre facture n'a-t-elle pas commencé à ressembler lentement mais sûrement à un billet de lotterie avec lequel on ne gagne jamais ?

Les dirigeants syndicaux conciliants débordés par la base

Les éclusiers, aiguilleurs du ciel, bagagistes, agents pénitentiaires et cheminots n'acceptent plus la situation. Sont-ils sélectionnés à l'engagement sur base d'une spécificité génétique qui ferait qu'ils entrent constamment en action ? Ou serait-il possible qu'il y ait de bonnes raisons derrière leurs grèves ? Apparemment, il n'y a plus que les syndicats qui se posent cette question. Pas étonnant que tous les sondages mènent campagne contre les syndicats. Alors que le gouvernement perd de sa légitimité, son grand ennemi - les syndicats - en gagne sans cesse.

La situation est à ce point critique que les syndicats qui se montrent trop conciliants sont de plus en plus fréquemment débordés par la base. Aviez-vous déjà entendu parler de "l'ordre des aiguilleurs du ciel" ? Le syndicat libéral francophone des agents pénitentiaires se vide littéralement depuis qu'il a signé l'accord avec Geens. Encore une chance que les syndicats francophones ne puissent pas recruter en Flandre parce que sinon les branches flamandes se seraient peut-être vidées aussi. Nous conseillons à certains dirigeants syndicaux flamands de ne pas se laisser aveugler par l'idée que les travailleurs flamands veulent plus d'organisation et de structure avant de partir en action. Le mécontentement y est aussi profond que n'importe où ailleurs dans le pays et la combativité y est comparable.

Parti Socialiste de Lutte

Suivez nos rapports, analyses
et propositions pour la lutte sur :

www.socialisme.be

info@socialisme.be - info@gauche.be - 02/345 61 81



Freiner ce gouvernement ? Pour cela, il doit tomber !

Le gouvernement sort tout ce qu'il a en magasin. Les grévistes sont systématiquement trainés dans la boue dans la presse. Leur salaire est jeté en pâture. Même l'armée est envoyée en "mission humanitaire" dans les prisons, comme si le gouvernement ne savait pas que les conditions y sont inhumaines depuis plus de 20 ans. On menace et brandit des sanctions mais si, entre-temps, rien ne change aux conditions, ce n'est qu'un gain de temps. Les magistrats, les pompiers, les chauffeurs de bus des TEC wallons, le secteur des soins flamand, les fonctionnaires francophones qui paient les salaires des enseignants, les postiers et le secteur du Métal wallon et bruxellois sont soit en action soit ont déjà annoncé qu'ils seront en action dans les prochains jours. Curieux de savoir ce que les dockers feront après le référendum sur leur statut...

Le gouvernement essaie de faire son temps mais ce n'est pas un hasard si la FEB prévient que faire chuter le gouvernement n'est pas une solution. Elle voit le ciel menaçant. Celui qui croit que ce gouvernement reviendra sur ses mesures est naïf ou de mauvaise volonté. Ce gouvernement connaît une composition unique, ne pas en tirer profit pour, comme dirait Michel, "changer l'ADN de la Belgique" n'est pas une option. Ce n'est qu'en faisant chuter ce gouvernement que nous pourrions stopper ses mesures. C'est une nécessité absolue pour beaucoup de travailleurs qui croulent déjà sous une pression insupportable.

Que peux-tu faire ?

A part les riches, tout le monde est visé par le gouvernement. La plupart ne s'en rend compte qu'une fois touchés eux-mêmes. Cependant, on prend peu à peu conscience que ce qu'endurent les cheminot(e)s n'est qu'un aperçu de ce qui

nous attend tous. Isolés, nous sommes faibles mais nous nous constituons une force irrésistible.



Mettez une affiche à votre fenêtre et parlez à vos voisins. Les étudiants peuvent rendre une visite aux grévistes ou faire une action de solidarité. On peut organiser des assemblées du personnel au travail ou demander au délégué de le faire. On peut y donner des explications mais surtout présenter le plan d'action de sorte qu'il soit porté par une décision collective qui ne pourra être stoppée par la direction syndicale sans protestation. Réfléchissez à comment organiser un piquet et préparez des revendications pour un fonctionnement de l'entreprise et du secteur dans l'intérêt de toute la communauté et pas du profit.

Il y a une alternative

La FEB prétend qu'il n'y a pas d'alternative à son programme du toujours plus de compétitivité. Pourtant, il y en a une : une société basée sur la solidarité. Mais on n'en discute et on n'y réfléchit pas suffisamment. Cela devra certainement comporter une diminution du temps de travail sans perte de salaire, le rétablissement complet de l'index, la défense et le relèvement des pensions, le rétablissement des prépensions et de toutes les allocations. Les politiciens et les dirigeants syndicaux qui prétendent qu'il ne faut pas faire chuter le gouvernement maintenant le font parce que, malgré leur rhétorique, ils ne sont pas prêts à donner forme à cette alternative.

L'imposer exige, en effet, une rupture des syndicats belges avec leurs "partenaires" traditionnels et une initiative politique audacieuse, ouverte aux nouveaux mouvements sociaux, au PTB et à d'autres forces de la gauche radicale, y compris le PSL. Nous sommes convaincus qu'une telle initiative éveillerait un enthousiasme écrasant et qu'en quelques mois, le paysage politique de notre pays pourrait être redessiné comme la campagne de Sanders le fait aux USA, l'élection de Corbyn comme président du Labour en Grande-Bretagne ou la collaboration de Podemos et Izquierda Unida (gauche unie) en Espagne. Cependant, si le mouvement ouvrier n'offre aucune alternative, les populistes et l'extrême-droite utiliseront le mécontentement pour se renforcer, comme c'est le cas en Autriche. Les sondages indiquent déjà un retour du Vlaams Belang.

Tu ne veux pas attendre les bras croisés mais aider à construire une société solidaire, démocratique et socialiste pas seulement en paroles ou dans un avenir lointain mais dès aujourd'hui ? Prends contact avec le PSL !

Nous ne pouvons pas compter sur les médias dominants pour relayer nos points de vue et nos préoccupations. Là aussi, on ne mord pas la main qui nous nourrit. C'est pourquoi il est important de soutenir une presse telle que Lutte Socialiste. Achetez notre journal auprès d'un militant pour 2 euros ou prenez un abonnement annuel de 20 euros (ou plus).